



Mairie de Claix

Place Hector Berlioz – 38640 Claix
04 76 98 15 36 – Fax 04 76 98 82 81
www.ville-claix.fr

PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 14 DECEMBRE 2023

PRESENTS : M. Christophe REVIL- Maire, Adjoints : Mme. MN. STRECKER ; M. P. ROUSSET ; Mme. B. BERTHON ; M. Y. PASDRMADJIAN ; Mme. S. ALPHONSE ; M. JL. BOUCHAUD ; Mme. S. IMBERT ; Conseillers municipaux : M.M. PELLOUX-PRAYER ; Mme. C. RANGOD ; M. JM. PERINEAU ; Mme. M. BRUN ; M. R. DA SILVA ; Mme. M. TROUILLEAU ; Mme. V. VERMAST ; M. R. KELLER ; M. F. GIRARD ; Mme. A. CHIANTIA ; M. S. MOREL ; Mme. L. FINET ; M. D. CAIROLA ; Mme. I. COMTE DELPLACE ; M. M. BRUN PICARD ; Mme. I. MOFFELEIN

ABSENTS :

POUVOIRS : Mme. A. BOUCHET à Mme. A. CHIANTIA ; Mme. J. GIRAUD à Mme. MN. STRECKER ; Mme. M. MURIDI à Mme. S. ALPHONSE ; M. F. GUITTON à M. JL. BOUCHAUD ; M. L. MARTIGNAGO à M. R. DA SILVA

Quorum (15): atteint (24 présents)

Désignation d'un secrétaire de séance : Madame Martine BRUN

DESTINATAIRES :

Mesdames et Messieurs les Conseillers Municipaux.
Madame Christine ROCHA- Directrice Générale des Services.

OUVERTURE DE LA SEANCE : 19H00

Après le constat des conseillers municipaux et validation du quorum, Madame Martine BRUN est nommée par le conseil municipal en qualité de secrétaire de séance.

CLOTURE DE LA SEANCE : 20H35

Date de publication : 6 février 2023

1/Éléments administratifs

Procès-verbal du conseil municipal: du 23/11/2023. Voté : à l'unanimité

Décisions du maire : prise dans le cadre de ses délégations, sont présentées.

Signature de document :

- Feuille de présence du Conseil Municipal du jeudi 14 décembre 2023

M.BRUN PICARD signale qu'il enregistre vocalement les échanges du Conseil Municipal.

Décisions/ arrêtés : Isabelle COMTE DELPLACE demande s'il est possible d'envoyer par mail les décisions du maire afin de faciliter la démarche et éviter des recherches sur le site internet de la Ville.

Christophe REVIL : Nous étudions la faisabilité technique de cette demande.

Concernant l'ordre du jour, le Maire informe le conseil du retrait d'une délibération : le Projet N°8 : Désignation d'un représentant suppléant au CEN

Il propose qu'un vœu soit soumis en fin de conseil concernant la détention au Sénégal de la Clairoise Coline Fay. Mise aux voix, la proposition est adoptée à l'unanimité.

ORDRE DU JOUR

N°	OBJET	SERVICE / RAPPORTEUR
ELEMENTS ADMINISTRATIFS		
1	Convocation conseil municipal	
2	Procès-Verbal du Conseil municipal, séance du 23 novembre 2023	
3	Note de synthèse	
4	Sommaire des arrêtés et décisions du Maire pris entre 16/11/2023 et le 06/12/2023	
AFFAIRES GENERALES		
5	Règlement intérieur des cimetières de la commune de Claix	AG/MT
6	Tarifs des cimetières de Claix	AG/MT
7	Désignation des représentants au SITPI (Syndicat Intercommunal pour la Télématique et les Prestations Informatiques)	AG/CR
8	Désignation d'un représentant suppléant au sein du Conservatoire d'espaces naturels Isère	AG/CR
9	Protection fonctionnelle pour les élus	AG/CR
FINANCES, ANALYSES ET COMMANDE PUBLIQUE		
10	Révision de l'AP/CP travaux de mise en accessibilité et sécurité incendie de l'école Jules Ferry (Opération d'équipement n° 102).	FACP/BB
11	Autorisation de mandater des dépenses d'investissement avant l'adoption du BP 2024	FACP/BB
12	Avance sur la subvention de fonctionnement 2024 au CCAS	FACP/BB
13	Cession UNIMOG immatriculation BZ-658-GD	FACP/BB
RESSOURCES HUMAINES		
14	Création d'un poste d'adjoint technique territorial	RH/BB
DIRECTION TECHNIQUE AMENAGEMENT ENVIRONNEMENT		
15	Renouvellement de l'adhésion au dispositif d'achat groupé de gaz naturel de l'UGAP, pour la période 2025-2028	DTAE/YP
16	Convention de partenariat avec la Maison Familiale et Rurale de Vif pour l'année 2023-2024	DTAE/YP
17	Autorisation donnée au Maire à signer le Contrat de Mixité Sociale 2023-2025	DTAE/PR
18	Convention pour le versement d'un fonds de concours par la Commune de Claix à Grenoble Alpes Métropole pour les travaux de proximité 2023	DTAE/PR
19	Signature d'une convention de « payeur divergent » dans le cadre du marché d'exploitation et de maintenance des installations de chauffage de la Ville de Claix	DTAE/YP
20	Convention de gestion en flux des logements sociaux : modalités de gestion des réservations communales au sein du bloc Collectivités Territoriales dans le cadre de la réforme des attributions des logements sociaux	DTAE/ PR
DIRECTION ENFANCE JEUNESSE		
21	Signature d'une convention « Petits déjeuners » avec le Ministère de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et des Sports pour l'école François Mignot	DEJS/SA
DIRECTION SPORT VIE ASSOCIATIVE ET EVENEMENTIEL		
22	Révision des conditions de location de la salle de spectacle le Déclit	SVAE/MB
23	Révision des conditions de location de la salle des fêtes de Pont Rouge	SVAE/ MB

5/ Règlement intérieur des cimetières de la Commune de Claix.

Le Rapporteur EXPOSE :

VU la Loi n°20084350 du 19 décembre 2008, relative à la législation funéraire,
VU la Loi du 21 février 2022 portant simplification de l'action publique locale (Loi 3DS),
VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment les articles L.2213-7 et suivants, confiant au Maire la police des funérailles et des lieux de sépulture, ainsi que les articles L.2223-1 et suivants relatifs aux cimetières et opérations funéraires,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.2223—1 et suivants relatifs à la réglementation des cimetières, sites cinéraires et opérations funéraires,
VU le Code pénal et notamment les articles 225-17 et 225-18, relatifs au respect dû aux défunts ainsi que l'article R.610-5, relatif au non-respect d'un règlement,
VU le Code Civil et notamment les articles 78 et suivants relatifs aux actes de décès,
VU la délibération N° DEL 70/2015 du 4 septembre 2015, portant sur « La modification du règlement intérieur des cimetières ainsi que la répartition des types de concessions en zone pelouse »,

CONSIDERANT la nécessité d'organiser le bon fonctionnement des cimetières communaux et dans ce cadre, une mise à jour du règlement intérieur des cimetières communaux,

CONSIDERANT la nécessité de sécuriser les opérations funéraires, d'assurer le bon ordre, la tranquillité, la salubrité, l'hygiène et la sécurité publique.

Le Rapporteur PROPOSE d'abroger le règlement intérieur des cimetières communaux de la Ville de CLAIX, adopté par une délibération n°70/2015 en date du 4 septembre 2015,

PROPOSE d'approuver le nouveau règlement intérieur des cimetières communaux, joint en annexe de la présente délibération

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

6/ Tarifs des cimetières de Claix.

Le Rapporteur EXPOSE :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2223-15,
VU la délibération N° DEL 93/2021 portant sur « Les tarifs des cimetières de Claix »,

CONSIDERANT la nécessité de procéder à la révision des tarifs des concessions funéraires, des cases de columbarium, des cavurnes et des gravures pour les jardins du souvenir, dans les cimetières communaux de Claix,

CONSIDERANT que dans le cadre de la gestion des cimetières communaux, il convient d'abroger le droit d'inscription sur le livre des souvenirs,

Le Rapporteur PROPOSE de modifier les tarifs en vigueur, comme suit :

Concession traditionnelle et pelouse :

15 ans : 150 €

30 ans : 310 €

Case dans les columbariums :

15 ans : 200 €

30 ans : 410 €

Cavurne :

15 ans : 260 €

30 ans : 520 €

Gravure jardin du souvenir de la bâtie :

14 € la lettre

Plaque gravée jardin du souvenir du village :

22.80 €

PROPOSE d'approuver les tarifs ci-dessus énoncés,

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

Dominique CAIROLA : De tout temps Claix n'était pas cher, vous êtes alignés sur d'autres communes ?

Avez-vous essayé de trouver un juste milieu ?

Maryline TROUILLEAU : Claix est dans moyenne des tarifs de l'agglomération même en bien en dessous.

Christophe REVIL : Nos tarifs sont bas et nous restons très avantageux. A titre de comparaison a Poisat la même concession est à 300 euros contre 150 euros à Claix.

7/ Désignation des représentants au SITPI (Syndicat Intercommunal pour la Télématique et les Prestations Informatiques)

Le Rapporteur EXPOSE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5212-7 relatif à la représentation des collectivités dans les comités,

VU les statuts du SITPI approuvés par arrêté Préfectoral n°38-2022-12-19-00007 du préfet de l'Isère en date du 19 décembre 2022,

VU la délibération du comité syndical du SITPI du 11 mai 2023.

VU la Délibération DEL 48/2023 du 9 juin 2023, portant sur « Adhésion au SITPI » pour la ville de Claix.

CONSIDERANT l'adhésion de la commune de Claix au SITPI, afin de mutualiser collectivement les coûts de développement d'applications métiers, permettant le bon fonctionnement des services supports de la collectivité.

CONSIDERANT qu'il convient de désigner les représentants de la ville devant siéger au comité syndical du SITPI ;

CONSIDERANT que l'article L2121-21 prévoit que « le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux représentations ». Pour le vote suivant Monsieur le Maire, demande aux membres de l'assemblée s'ils souhaitent procéder à un vote à main levée plutôt qu'à bulletin secret. (Résultats du vote : Pour à l'unanimité)

PROPOSE de désigner :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Raphaël DA SILVA	Jean-Louis BOUCHAUD
Josiane GIRAUD	Jean- Maurice PERINEAU

Modalités de vote : à la majorité (29 votants)

25 voix pour l'approbation de la présente délibération.

04 abstentions du groupe « Claix avec vous »

8/ Désignation d'un représentant suppléant au sein du Conservatoire d'espaces naturels Isère.

RETIREE

9/ Protection fonctionnelle pour les élus.

Le Rapporteur EXPOSE :

Vu l'article L 2123-35 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération DEL 18/2020 portant sur : « l'installation du Conseil Municipal – Election du Maire »,

Vu l'arrêté municipal 122 DGS 2020 portant sur : « la délégation de fonction de Monsieur le Maire à Madame Corinne RANGOD en sa qualité de Conseillère Municipale déléguée »,

Vu la plainte déposée par Mme RANGOD Corinne, le 8 juillet 2023,

Vu la demande de protection fonctionnelle formulée par Mme RANGOD Corinne, le 25 juillet 2023,

Vu l'article L.231-11 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT que Mme RANGOD a pris part au vote lors du vote de la délibération 27/23 du Conseil Municipal du 28 septembre 2023,

CONSIDERANT l'article L. 2123-34 du Code Général des Collectivités Territoriales organisant la protection du maire et des élus municipaux, le suppléant ou ayant reçu une délégation lorsque ceux-ci font l'objet de poursuites pénales, à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère de faute détachable à l'exercice de leurs fonctions.

CONSIDERANT que le bénéfice de cette protection est demandé par Mme RANGOD Corinne, mise en cause par le groupe politique « Vivre ensemble à Claix », sans la nommer expressément, en raison d'un tract distribué dans les boîtes aux lettres des claixois, qu'elle estime diffamatoire.

CONSIDERANT que les conditions prévues par l'article L. 2123-34 du Code Général des Collectivités Territoriales étant réunies, il y a lieu d'octroyer à Mme RANGOD Corinne le bénéfice de la protection fonctionnelle et d'autoriser le paiement des dépenses liées à cette procédure et notamment les honoraires de Maître Michel FESSLER, Avocat au barreau de GRENOBLE.

PROPOSE d'annuler la délibération 27/23,

PROPOSE d'accorder à Mme Corinne RANGOD la protection fonctionnelle qu'elle sollicite.

PROPOSE d'imputer les dépenses liées à cette procédure sur les crédits à ouvrir au Budget Primitif 2023.

Modalités de vote : à la majorité (29 votants)

23 voix pour l'approbation de la présente délibération

04 abstentions du groupe « Claix avec vous »

01 Madame Corinne RANGOD ne prend pas part au vote

01 Monsieur Jean Maurice PERINEAU ne prend pas part au vote

Corinne RANGOD ne prend pas part au vote / Ni Jean Maurice PERINEAU

Isabelle COMTE DELPLACE : Pourquoi M. PERINEAU ne prend-il pas part au vote ?

Jean Maurice PERINEAU : J'ai géré les travaux de la cure en lien avec Un Toit pour Tous

Christophe REVIL : et à l'époque Jean-Maurice n'était pas élu.

Isabelle MOFFELEIN : Nous avons noté qu'il est fait mention du Groupe politique « Vivre ensemble à Claix » alors que c'est une association. Il est également dit dans la note de synthèse que le groupe d'opposition tente de semer la confusion alors que c'est l'association « Vivre ensemble à Claix » qu'il convient de nommer.

Christophe REVIL : Précisons que la protection fonctionnelle des élus est quasi de droit ; d'ailleurs un projet du gouvernement est en cours en ce sens. Si celui-ci était adopté le conseil municipal n'aurait plus à se prononcer sur ce sujet.

10/ Révision de l'AP/CP travaux de mise en accessibilité et sécurité incendie de l'école Jules Ferry (Opération d'équipement n° 102).

Le rapporteur EXPOSE :

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2311-3 et R 2311-9, disposant que les crédits budgétaires qui concernent des dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme (AP) et des crédits de paiement (CP) pour leur caractère pluriannuel.

VU la délibération n°59/2023 du 06/07/2023 sur l'ouverture de l'autorisation de programme et de crédits de paiement (AP/CP), pour les travaux de mise en accessibilité et sécurité de l'école Jules Ferry.

La procédure des AP/CP est une dérogation au principe de l'annualité budgétaire. Elle permet, en dissociant l'engagement pluriannuel des investissements de l'équilibre budgétaire annuel, de limiter le recours aux reports d'investissement.

Les Autorisations de Programme (AP) constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables, sans limitation de durée, jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées par délibération.

Les Crédits de Paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement.

Chaque AP comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants ainsi qu'à une évaluation des ressources envisagées pour y faire face.

La situation des AP/CP donne lieu à un état joint aux documents budgétaires des années concernées.

CONSIDERANT que le montant de l'opération s'élève à 1 200 000€ TTC.

CONSIDERANT qu'en raison de l'exécution des travaux et des facturations effectuées durant l'exercice 2023, il convient de réviser l'AP/CP relatif à l'opération des travaux de mise en accessibilité et sécurité incendie de l'école Jules Ferry (Opération d'équipement n°102).

CONSIDERANT que le montant de l'opération est de 1 200 000€ et que les crédits de paiement associés sont corrigés et s'étalent sur les années 2024 et 2025.

PROPOSE à l'assemblée délibérante de voter le montant de l'autorisation de programme et la répartition des crédits de paiement comme suit :

- AP : 1 200 000 €
- CP 2023 : 0.00 €
- CP 2024 : 600 000 €
- CP 2025 : 600 000 €

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

Isabelle COMTE DELPLACE : Nous étions hier en commission accessibilité, et l'essentiel de ce budget concerne l'école Claix centre, nous espérons que cette commission continuera.

Christophe REVIL : C'est ce que nous avons dit hier en Commission ; nous avons pris date pour la prochaine séance durant laquelle nous présenterons le projet Claix Centre.

11/ Autorisation de mandater des dépenses d'investissements avant l'adoption du BP 2024.

Le Rapporteur EXPOSE :

VU l'article L. 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, permettant à l'organe délibérant d'autoriser le Maire jusqu'à l'adoption du Budget Primitif, d'engager, de liquider et de mandater :

- les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.
- les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme, à hauteur des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice.

CONSIDERANT que les crédits d'investissement, hors remboursement de la dette, ouverts sur le Budget communal 2023 s'élèvent à 2 778 283.36 euros.

Qu'ainsi l'assemblée municipale peut autoriser le Maire à engager, liquider et mandater, avant l'adoption du Budget 2024, le quart des crédits d'investissement de l'exercice 2023, hors remboursement de la dette, suivant la répartition :

Chapitre	Crédits ouverts au Budget 2023	Autorisation de liquidation avant vote du BP 2024
Chapitre 20 : Immobilisations incorporelles	84 300.00 €	21 075.00 €
Détail par articles :		
2031 : Frais d'études	60 400.00 €	15 100.00 €
2051 : Concessions et droits similaires	23 900.00 €	5 975.00 €
Chapitre 204 : Subventions d'équipement versées	534 250.00 €	133 562.50 €
Détail par articles :		
2041512 : Bâtiments et installations	534 250.00 €	133 562.50 €
Chapitre 21 : Immobilisations corporelles	1 729 733.36 €	432 433.34 €
Détail par articles :		
2113 : Terrains aménagés autres que voirie	860 522.00 €	215 130.50 €
21318 : Autres bâtiments publics	708 000.00 €	177 000.00 €
21534 : Réseaux d'électrification	45 000.00 €	11 250.00 €
21838 : Autre matériel informatique	49 700.00 €	12 425.00 €
2188 : Autres immobilisations corporelles	66 511.36 €	16 627.84 €
Chapitre 23 : Immobilisation en cours	430 000.00 €	107 500.00 €
Détail par articles :		
2313 : Constructions	430 000.00 €	107 500.00 €

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

Dominique CAIROLA : J'ai une requête à Mme l'adjointe il y a des montants conséquents j'aurais aimé avoir des informations plus détaillées sur les articles plus conséquents, avoir des sous détails.

Béatrice BERTHON : Nous ne pouvons pas donner des détails puisque nous appliquons ici la règle comptable. Nous ne savons pas ce que nous allons engager. Cette mesure permet juste de pouvoir mandater.

12/ Avance sur la subvention de fonctionnement 2024 au CCAS.

Le rapporteur EXPOSE :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT, qu'il est nécessaire d'assurer le bon fonctionnement du CCAS dans l'attente du vote du Budget Primitif 2024 de la Ville,

PROPOSE, d'autoriser le Maire à procéder au versement d'acomptes sur la subvention qui sera allouée au CCAS, dans la limite de 50% du montant voté en 2023 afin de garantir au CCAS le fonds de trésorerie nécessaire à son fonctionnement.

Cette avance permettra par des versements mensuels de couvrir les besoins de trésorerie du CCAS, pour les quatre premiers mois de l'année.

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

13/ Cession UNIMOG immatriculation BZ-658-GD.

Le Rapporteur EXPOSE :

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales permettant, par délégation du conseil municipal, d'accorder à l'exécutif un certain nombre de compétences sous réserve que ce dernier rende compte des décisions prises à ce titre, lors de chacune des réunions obligatoires.

VU l'alinéa n°10 de la délibération n°26/2020 du 17 juin 2020 ; le Conseil Municipal a confié par délégation « exclusive » pour la durée de son mandat à monsieur Le Maire, la compétence de décider l'aliénation de gré à gré des biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros.

CONSIDERANT La cession de l'UNIMOG immatriculation BZ-658-GD, dont le numéro d'inventaire est 202301-00119 a été aliénée pour un montant de 11 000.00 € TTC.

CONSIDERANT que le montant de cette cession est supérieur au montant de la délégation donnée à monsieur Le Maire. En conséquence, une délibération du conseil municipal est nécessaire.

PROPOSE d'approuver la vente du véhicule UNIMOG immatriculation BZ-658-GD, pour un montant de 11 000.00€.

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

14/ Création d'un poste d'adjoint technique territorial.

Le Rapporteur EXPOSE au Conseil Municipal,

Vu le Code Général de la Fonction publique et notamment ses articles L313-1 et L332-8

VU le Décret n° 2006-1691 du 22 décembre 2006 modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des Adjoints Techniques Territoriaux,

CONSIDERANT le départ à la retraite d'un agent du service hygiène et restauration,

CONSIDERANT la nécessité de recruter un agent afin de maintenir les effectifs du service,

Le Rapporteur PROPOSE de créer à compter du 1^{er} janvier 2024 :

1 poste d'adjoint technique territorial à temps non complet (31 heures hebdomadaires).

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

15/ Renouveaulement de l'adhésion au dispositif d'achat groupé de gaz naturel de l'UGAP, pour la période 2025-2028.

Le Rapporteur EXPOSE :

VU la Loi n°2019-1147 du 8 novembre 2019, relative à l'énergie et au climat qui acte la deuxième étape de la fin des Tarifs Réglementés de Vente (TRV) en visant, pour les personnes concernées, la suppression des derniers TRV Gaz subsistants, au 1er décembre 2020.

VU l'article L 2113-4 du Code de la commande publique qui précise que « Les acheteurs qui recourent à une centrale d'achats pour la réalisation de travaux ou l'acquisition de fournitures ou de services, sont considérés comme ayant respecté leurs obligations de publicité et de mise en concurrence ».

Que la Commune a eu recours depuis 2013 au dispositif d'achat groupé de gaz naturel, mis en œuvre par la centrale d'achats publique UGAP. Le marché quatrième en cours, prendra fin le 30 juin 2025. Pour continuer à bénéficier du dispositif gaz de l'UGAP, au-delà de cette échéance, la Commune doit renouveler le marché en déclarant à nouveau ses besoins, avant le 26 janvier 2024.

CONSIDERANT qu'il est dans l'intérêt de la Commune de Claix de poursuivre sa participation au dispositif d'achat groupé, proposé par la centrale d'achat publique UGAP pour ses besoins propres en gaz naturel.

CONSIDERANT que le volume estimé pour la Commune de Claix est d'environ 1,78 GWh par an, pour 21 points de livraison.

PROPOSE au Conseil Municipal dans l'objectif d'assurer la continuité de la fourniture en gaz, sur la période du 1^{er} juillet 2025 au 31 décembre 2028 :

De renouveler l'adhésion au dispositif UGAP pour l'achat de gaz naturel,

D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention ayant pour objet la mise à disposition d'un marché de fournitures, d'acheminement de gaz naturel et services associés, passé sur le fondement d'accords-cadres à conclure par l'UGAP,

D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures d'exécution de la présente délibération.

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

16/ Convention de partenariat avec la Maison Familiale et Rurale de Vif pour l'année scolaire 2023 2024.

Le Rapporteur EXPOSE :

VU les dispositions de l'article 10 de la Loi n°2000-321 du 12 avril 2000, relatives aux droits de citoyens dans leurs relations avec les administrations qui réglementent l'attribution de subventions aux organismes de droit privé : associations, sociétés sportives, etc...

VU la Circulaire du 29 septembre 2015, dite circulaire « Vals », relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations, qui renforce et simplifie le cadre juridique de la convention d'objectifs et de moyens, également appelée convention de subventionnement. Les parties entendent librement s'inspirer du contenu de cette circulaire.

Le Rapporteur EXPOSE que dans le cadre de sa politique environnementale et d'entretien des espaces publics, mais aussi de soutien en matière d'éducation et de formation professionnelle, la Commune de Claix souhaite nouer un partenariat avec la Maison Familiale et Rurale du Trièves, Beaumont et

Matheysine, appelée MFR de Vif, pour la mise en place de chantiers écoles sur le territoire de la Commune.

Ainsi, le projet de convention annexé à la présente délibération, fixe les modalités de partenariat avec la MFR de Vif. Il précise les engagements des deux parties.

CONSIDERANT les projets de la Commune et de ses services en matière d'entretien des espaces publics et de gestion des milieux naturels,

CONSIDERANT le souhait de la Commune de tenir un rôle privilégié en matière de soutien à la formation professionnelle,

Le Rapporteur PROPOSE au Conseil Municipal :

D'approuver la convention de partenariat avec la MFR de Vif, pour l'année scolaire 2023-2024,

De décider d'autoriser Monsieur Le Maire à signer la convention et tous les actes afférents,

De charger Monsieur le Maire d'inscrire au budget communal le montant de la subvention prévue dans la convention.

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

Dominique CAIROLA : Je m'étonne du prix ? Ils sont dans un cursus de formation mais c'est bas.

Yannick PASDRMADJIAN : Ils vont intervenir sur le parc en lien avec la LPO, dans nos ENS avec un fort intérêt pédagogique pour les élèves.

Christophe REVIL : Il est question ici d'un projet pédagogique, pas d'une simple prestation de service payée.

Isabelle COMTE DELPLACE : Ils seront encadrés par qui ?

Yannick PASDRMADJIAN : Les formateurs de la MFR encadrent les jeunes.

17/ Autorisation donnée au Maire à signer le Contrat de Mixité Sociale 2023-2025.

Le Rapporteur EXPOSE :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la Loi SRU du 13 décembre 2000, notamment l'article 55 complétée par la loi du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logements sociaux,

Vu Loi Engagement National pour le Logement du 13 juillet 2006,

Vu le Code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L 302-9-1 et suivants,

Vu la Loi du 21 février 2022, relative à la différenciation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique dite « 3DS »,

Vu le Décret du 30 Avril 2023, fixant les valeurs des seuils ratios permettant de déterminer les taux cibles SRU,

Vu le projet de Contrat de Mixité Sociale pour la période 2023-2025, annexé à la présente délibération,

Un contrat de mixité sociale est un document cadre d'engagement permettant à la Commune de Claix d'atteindre ses objectifs de rattrapage pour la période triennale 2023-2025. Il se veut à la fois un document permettant de comprendre les principales dynamiques du logement social sur le territoire, d'évaluer l'impact des moyens déjà mobilisés et d'identifier ceux pouvant être actionnés à court et moyen terme.

En partenariat entre la Commune, l'Etat et Grenoble-Alpes Métropole et l'EPFL, ce contrat a pour ambition de cadrer les conditions permettant d'atteindre les objectifs de production de logements

sociaux réglementaires : anticiper et lever les obstacles à la réalisation des opérations de développement de logements locatifs sociaux.

Le principe de Contrat de Mixité Sociale a été introduit par la loi Engagement National pour le logement du 13 juillet 2006.

Les engagements pris dans ce contrat ne remplacent pas les objectifs réglementaires notifiés à la Commune. Toutefois, les conditions de réalisation du Contrat de Mixité Sociale, son contenu et sa mise en œuvre constitueront un élément d'appréciation, positif ou négatif selon le cas des difficultés rencontrées par la Commune, lors de prochains bilans triennaux (Article L302-9 du CCH).

CONSIDERANT la nécessité de réaliser des logements locatifs sociaux sur la Commune et de résorber son déficit dans ce domaine,

CONSIDERANT le fort engagement communal dans une démarche de production de logements sociaux,

CONSIDERANT l'intérêt pour la Commune de conclure un Contrat de Mixité Sociale entre l'État, l'EPCI et l'EPFL, afin que chacun des acteurs contribue à la production de logements sociaux,

PROPOSE d'autoriser Monsieur le Maire, à signer le contrat de mixité sociale présenté.

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

Isabelle MOFFELEIN : J'ai noté une petite coquille la ville de Corenc est mentionnée dans la convention. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi 4 programmes (Vercoeur, Le Bocage de Joanny, rue Lesdiguières et Clos Garden) qui devraient être livrés prochainement ne sont pas inscrits dans le tableau.

Patrick ROUSSET : Comme précisé dans la présentation il y a des critères pour que ces programmes soient comptabilisés ; ils doivent être programmés, livrés et financés. Ce contrat est géré par la DDT qui inscrit les logements prévus dans cette période triennale.

Isabelle MOFFELEIN : Le prévisionnel ne contient pas les 4 programmes 2023-2025 ; ils vont bien aboutir puisqu'ils sont prêts à être livrés.

Christophe REVIL : Ce CMS est l'occasion d'un rendez-vous annuel avec la Préfecture durant lequel nous faisons valoir des spécificités locales avec une compréhension des services de l'état de nos difficultés à produire des logements essentiellement en lien avec les risques. Nous rattrapons notre retard et sommes cités en exemple régulièrement par la METRO.

18/ Convention pour le versement d'un fonds de concours par la Commune de Claix à Grenoble Alpes Métropole pour les travaux de proximité 2023.

VU la délibération communautaire n° 95 du 12 mars 2021, portant sur les modalités de versement des fonds de concours relatifs aux opérations de proximité sur la période 2021-2026,

VU le projet de convention de fonds de concours figurant annexé à la présente délibération,

Le rapporteur EXPOSE :

Que la Commune de Claix dispose d'un droit de tirage financier, que Grenoble-Alpes-Métropole affecte à des travaux d'aménagement routier dits « de proximité ».

Ces travaux consistent essentiellement à des opérations d'amélioration de l'accessibilité, de la sécurisation des carrefours ou des passages piétons ainsi que de la réduction de vitesse sur les voiries où les espaces sensibles tels que les abords d'écoles ou des bâtiments publics.

En 2023, la Commune de Claix et la Métropole ont engagé d'un commun accord, les travaux de proximité suivants :

Enveloppe Proximité Année 2023	Montant HT
Fourniture signalisation – rue de la Revoire	547.15 €
Travaux de signalisation horizontale – place Hector Berlioz	27 003.80 €
Stationnement aux abords de l'école – rue Jules Ferry	4 767.00 €
Réfection bande piétonne et bande axiale – rue Fantin Latour	2 561,36 €
Modification marquage abaissement vitesse – route du château	1 091,26 €
Renforcement zones de rencontre – place Hector Berlioz	2 552,96 €

Le montant total prévisionnel des opérations de proximité 2023 s'élève ainsi à 38 523.52 € HT.

Conformément à la délibération métropolitaine n° 95 du 12 mars 2021, des enveloppes budgétaires annuelles (d'un montant de 20 995,83 € HT pour la Ville de Claix, sont financièrement prises en charge à 100 % par la Métropole pour financer ces opérations de proximité.

Ces dépenses se réalisent tout au long d'un programme pluriannuel d'investissement (PPI) de 2021 à 2026.

Pour les travaux venant en supplément de cette enveloppe, un principe de bonification plafonné sur la totalité de la durée du PPI, est prévu, portant au maximum à 2 fois son montant de base, financé à moitié par la Métropole et à moitié par la Commune, au moyen d'un versement d'un fonds de concours.

Par application de ces principes, le montant prévisionnel du fonds de concours mis à la charge de la Ville de Claix s'élève pour 2023, à 8763,85 € HT € HT selon les modalités de calcul précisées à l'annexe 1 de la convention.

Le Rapporteur PROPOSE au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer le projet de convention de fonds de concours visant au règlement de la part communale 2023 à la Métropole,

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

19/ Signature d'une convention de « payeur divergent » dans le cadre du marché d'exploitation et de maintenance des installations de chauffage de la Ville de Claix

Le Rapporteur EXPOSE :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le marché d'exploitation et de maintenance des installations de chauffage N°2023-FCS-0003 / FAC-04-DM22-23, pour une durée de 5 ans au profit de la société IDEX, également désignée sous le terme de prestataire aux présentes,

Que le marché précité comprend un poste dit « P1 » de fourniture d'énergie en gaz naturel via un mécanisme dit de « payeur divergent ».

Ce dispositif prévoit que la Ville de Claix demeure solidairement responsable du paiement de l'énergie de Base vis-à-vis du fournisseur de l'énergie gaz nécessaire à l'alimentation des chaufferies des bâtiments de la Ville, à savoir, actuellement la société Gaz de Bordeaux, alors que le prestataire de maintenance, la société IDEX, devient débiteur à titre principal du prix de l'Energie de Base acquis.

Par ces motifs, le prestataire de chauffage gère et acquitte les consommations d'énergie pour le compte de la Ville auprès du fournisseur d'énergie. La Ville lui rembourse par la suite dans le cadre des dispositions contractuelles du marché de maintenance des installations de chauffage susvisé.

L'objectif d'une telle disposition est de permettre une analyse en flux continu par IDEX, des consommations gaz du parc de bâtiments municipaux, lui permettant ainsi de proposer les actions de correction et de maintenance (poste P2) ou d'amélioration des équipements (poste P3 également dénommée *gros entretien/renouvellement* du marché d'exploitation), afin d'atteindre les objectifs de réductions contractuels et des consommations énergétiques de nos chaudières gaz.

Le Rapporteur RAPPELLE également que le marché d'exploitation et de maintenance des installations de chauffage, est un marché dit « de performance énergétique » comprenant également une formule d'intéressement du prestataire, selon les performances atteintes et constatées à échéance annuelle.

Le fonctionnement du mécanisme du « payeur divergent » est défini par un projet de convention tripartite entre la Commune, la société IDEX et la société Gaz de Bordeaux, fournisseur d'énergie sur la période en cours.

Ce document, annexé à la présente délibération, précise les modalités de mise en œuvre et de suivi du dispositif.

Le Rapporteur PROPOSE, au regard de l'intérêt affirmé pour la Commune, d'optimiser le fonctionnement de ses installations de chauffage et ses consommations de gaz naturel, de confier à la société IDEX les missions ainsi décrites, précisant que le CCAS et la RPA sont appelés à prendre, chacun en ce qui le concerne, une délibération concordante pour les installations de chauffage alimentées au gaz naturel de leur propre patrimoine immobilier.

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'autoriser Monsieur le Maire à compléter et signer le projet de convention tripartite de tiers payant appliquant le mécanisme de « payeur divergent », au profit de la Commune de Claix.

D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document afférent à cette convention.

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

Isabelle MOFFELEIN : Quels sont les objectifs contractuels ? vous évoquez d'objectiver l'entreprise afin d'obtenir des réductions mais quels sont les objectifs fixés et le montant des compensations financières ? Dans le cadre de sa mission de maintenance est-ce l'entreprise qui s'assure que les consignes sont respectées notamment dans les gymnases ?

Dominique CAIROLA, : J'ai assisté à la CAO et on a une obligation de prendre cette délibération tout est dans le marché.

Yannick PASDRMADJIAN : Pour répondre sur les montants des objectifs fixés à l'entreprise nous avons besoin au préalable d'avoir une première année de référence. Celle-ci va servir à mesurer et piloter les consommations, puis grâce à ce suivi nous aurons une référence de base permettant la mise en place de bonus/malus.

Béatrice BERTHON : Cette délibération est nécessaire afin d'installer les relations financières en lien avec la trésorerie.

20/ Convention de gestion en flux des logements sociaux : modalités de gestion des réservations communales au sein du bloc Collectivités Territoriales dans le cadre de la réforme des attributions des logements sociaux

Le Rapporteur EXPOSE

VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à l'urbanisme rénové dite loi ALUR

VU la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et la citoyenneté (Loi LEC) ;

VU la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (loi ELAN) ;

VU la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (loi 3DS) ;

VU l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le décret n°2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux

VU l'instruction ministérielle du 28 mars 2022 relative à la mise en œuvre de la cotation de la demande de logement social et de la gestion en flux des réservations des logements sociaux

VU la délibération de Grenoble-Alpes Métropole du 05 juillet 2019 relative à la Convention Intercommunale d'Attribution de Grenoble Alpes Métropole ;

Exposé des motifs

La loi Évolution pour le Logement, l'Aménagement et le Numérique (ELAN) du 23 novembre 2018 a engagé une réforme du système d'attribution des logements sociaux par la mise en œuvre de la gestion en flux des logements sociaux au 24 novembre 2023.

Sans modifier les objectifs de la politique locale de l'habitat inscrits dans les documents-cadre (production de logements locatifs sociaux dans le Plan Local de l'Habitat, objectifs de mixité sociale dans la Convention Intercommunale d'Attribution...), la gestion dite « en flux » succède à la gestion dite « en stock » et vient adapter les modalités d'orientation des logements sociaux libérés vers les différents réservataires.

Les réservataires sont des personnes morales ayant la possibilité de proposer des ménages aux bailleurs sociaux pour les logements qui leur sont « réservés » en contrepartie des financements ou garantie d'emprunts qu'ils ont pu apporter à l'opération de construction. Les principaux réservataires sont l'Etat, les collectivités territoriales (communes, métropole, département) et Action Logement Service.

Alors que la gestion « en stock » détermine les droits de réservations sur des logements précisément identifiés, la gestion en flux détermine un volume de droits acquis par chacun des réservataires proportionnellement aux financements/garanties accordés par chacun d'eux.

Comme le stipule la loi, la première attribution pour les logements neufs reste toutefois gérée « en stock », ce qui signifie que les réservataires sont en mesure de faire des propositions de ménages, en fonction de leurs droits de réservation, lors de la livraison de nouvelles opérations.

Dans ce nouveau système de gestion en flux, l'information de la libération d'un logement social (avis de résiliation de bail par le locataire) n'est donc plus systématiquement orientée vers le réservataire initial : tout logement libéré est susceptible d'être orienté vers tout réservataire, dans le respect d'un volume défini pour chacun.

Ce changement de pratique vise à parvenir à une plus grande souplesse de gestion du parc de logements sociaux et un rapprochement offre / demande de logements sociaux facilité.

La commune, membre du bloc Collectivités territoriales

Conformément à la loi, ces nouvelles modalités de gestion doivent faire l'objet d'une convention entre chaque réservataire et chaque bailleur social ; cette convention définit le volume de droits du réservataire, les modalités de mise en œuvre et de rendu compte du traitement des logements libérés.

La loi ELAN introduit la notion de « bloc Collectivités territoriales » réunissant l'ensemble des réservataires Collectivités territoriales ayant accordé des garanties d'emprunt en faveur de la production

de logements sociaux. La commune de XX, s'inscrit dans ce nouveau bloc Collectivités territoriales aux côtés des 48 autres communes du territoire métropolitain, du Département de l'Isère et de Grenoble-Alpes Métropole.

Suite aux travaux politiques et techniques engagés depuis 2020, la Conférence Intercommunale du Logement a approuvé le 10 octobre 2023 les modalités d'organisation relative à la gestion des droits de réservation du Bloc Collectivités Territoriales. Cette nouvelle organisation est inscrite dans la convention de gestion en flux Bloc Collectivités territoriales et son annexe dont l'adoption est soumise à délibération.

Droits de réservation du Bloc Collectivités territoriales

Conformément aux dispositions législatives (20% de droits maximum au titre des garanties d'emprunt) et compte tenu de l'effort des collectivités territoriales en faveur de la production du logement social (aides diverses, subventions, minorations foncières...), le flux de logements locatifs sociaux familiaux négocié avec les bailleurs sociaux et réservé au bloc Collectivités territoriales est porté à :

- 25% de l'assiette disponible issue du patrimoine d'Actis, Alpes Isère Habitat, Grenoble Habitat, Société Dauphinoise de l'Habitat, Pluralis, Logement du Pays de Vizille, Erilia, Société Habitat Social Dauphinois-Groupe Valrim, IRA 3F
- 18% de l'assiette disponible issue du patrimoine d'ICF
- 18,54% de l'assiette disponible issue du patrimoine de CDC Habitat social et 4,83% du patrimoine de CDC Habitat.

Le taux de 25% est un des taux les plus importants, au niveau national, accordé aux collectivités locales par les bailleurs. Il témoigne d'un soutien régulier et fort de celles-ci au logement social et d'un cadre partenarial dynamique puisque les bailleurs sociaux conditionnaient ce taux important à un système fluide et agile entre collectivités territoriales.

L'Etat dispose par ailleurs de 30% des réservations de logements (25% pour les publics prioritaires et 5% pour les fonctionnaires d'Etat) tel que l'indique la loi. Action Logement Service, avec des modalités propres de calcul définies au niveau national, sera attentif à ce qu'un nombre d'attributions similaire à la moyenne des trois dernières années soit obtenues pour son public-cible à l'échelle départementale.

La commune au cœur des attributions sur son territoire

La gestion des réservations du bloc Collectivités territoriales est partagée avec l'ensemble de ses membres via une plateforme dématérialisée animée par Grenoble-Alpes Métropole cheffe de file du Bloc Collectivités territoriales. L'offre de logements sociaux est visible par tous ce qui ouvre l'opportunité de mobiliser un volume de logements sociaux supérieur au profit des ménages du territoire.

En tant qu'experte de son territoire et premier maillon de proximité avec ses habitants, la commune est confortée dans sa place auprès des demandeurs de logement social sur son territoire :

- Elle peut proposer des candidats quelle que soit la commune de localisation du logement disponible,
- Elle sélectionne et priorise les candidatures sur les logements de son territoire en vue du passage en commission d'attribution des bailleurs sociaux,
- Elle participe à la Coopération métropolitaine PLAI, instance partenariale travaillant collectivement les logements très sociaux conventionnés PLAI,
- Elle maîtrise et partage ses enjeux locaux en matière d'équilibre de peuplement sur son territoire.

Un rendu-compte régulier

Au regard des enjeux relatifs à l'attribution de logements sociaux sur le territoire communal, un regard régulier et approfondi sur le flux de logements orientés et sur les attributions réalisées sur le territoire communal est nécessaire via des modalités de reporting régulières et transparentes. Ainsi, la commune aura, au minimum, accès à l'ensemble des procès-verbaux des Commission d'Attribution des Logements et d'Examen de l'Occupation des Logements (CALEOL) des logements sociaux situés sur son territoire.

De plus, une commission de coordination est créée. Animée par Grenoble-Alpes Métropole, cette commission multi-partenariale permettra un suivi des flux de logements sociaux et des attributions sur le territoire métropolitain et à l'échelle communale. Elle devient le lieu privilégié d'échanges entre les partenaires en vue de développer des modalités de travail efficaces au profit des demandeurs de logement social.

Cet enjeu de suivi et de rendu-compte est particulièrement important dans une phase de mise en œuvre afin d'analyser la réalité des évolutions qu'induit la gestion en flux, en matière d'équité entre réservataires ou encore d'impact sur les équilibres territoriaux. La première année de mise en œuvre opérationnelle sera une phase-test et la vigilance sera renforcée.

La convention de gestion en flux du Bloc Collectivités territoriales et son annexe est convenue sur une période de 3 ans, entre 2024 et 2026. Cette durée est propice à l'évaluation de cette réforme et aux éventuels ajustements nécessaires.

PROPOSE

- D'approuver le document-unique valant convention de réservation de la gestion en flux pour le bloc Collectivités Territoriales relatif à la mise en œuvre opérationnelle de la gestion en flux et de l'organisation du bloc Collectivités Territoriales ;
- D'autoriser le Maire à signer ledit document-unique valant convention de réservation de la gestion en flux pour le bloc Collectivités Territoriales.

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

Isabelle COMTE DELPLACE : Pour bien comprendre quelle sera la différence pour le demandeur de logement ?

Patrick ROUSSET : Cela ne change rien pour l'utilisateur mais cela facilite grandement l'attribution avec plus de souplesse.

Dominique CAIROLA : Est-ce que la commune est prioritaire si nous avons versé une aide à l'équilibre ?

Patrick ROUSSET : Nous proposons des candidats mais c'est la Commission d'attribution du bailleur qui décide.

21/ Signature d'une convention « Petits Déjeuners » avec le Ministère de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et des Sports pour l'école François Mignot.

Le Rapporteur EXPOSE :

Vu la Loi n°2022-1726 du 30 décembre 2022, de finances pour 2023,

VU la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté adoptée par le Gouvernement en 2018 et qui prévoit d'encourager la distribution de petits déjeuners dans les écoles primaires,

CONSIDERANT que la promotion de la santé à l'école, s'appuie sur une démarche globale et positive et que l'alimentation des élèves a une importance capitale pour leur développement et leurs capacités d'apprentissage,

CONSIDERANT la délibération n°102/2022 du 15 décembre 2022, relative à la signature de la convention Petits Déjeuners, pour l'année scolaire 2022-2023.

Le Rapporteur PROPOSE la signature d'une nouvelle convention avec le Ministère de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et des Sports (MENJS) permettant la reconduction de la mise en œuvre du dispositif « Petits Déjeuners » pour l'école François Mignot de Claix, pour l'année 2023-2024, pour un total de 3588 petits déjeuners.

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

- ■ Michel BRUN PICARD : Pourquoi les classes de CP/CE1 n'en bénéficient pas ?
- ■ Dominique CAIROLA : C'est un retour en arrière positif ce sera bien de généraliser la mesure
- ■ Annie CHIANTIA : Nous répondons aux demandes de volontariat des instituteurs qui souhaitent mettre en place ces actions.

■ ■ 22/ Révision des conditions de location de la salle de spectacle le Déclic

- ■ Le Rapporteur EXPOSE (dans l'ordre ci-dessous),
- ■ **VU** l'article L.2144-3 alinéa 3 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié par LOI n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 27 (V) en vigueur depuis le 10 août 2016 précisant que :
 - ■ Les locaux communaux peuvent être utilisés par les associations ou partis politiques qui en font la demande ;
 - ■ Le maire détermine les conditions dans lesquelles ces locaux peuvent être utilisés, compte tenu des nécessités de l'administration des propriétés communales, du fonctionnement des services et du maintien de l'ordre public ;
 - ■ Le conseil municipal fixe, en tant que de besoin, la contribution due à raison de cette utilisation.

- ■ **VU** la délibération DEL 57/2016 établissant les conditions de location de la salle de spectacle le Déclic.

- ■ **CONSIDERANT** que la salle de spectacle le Déclic est l'un des outils au service de la politique culturelle de la Ville qui permet de développer une offre culturelle et artistique professionnelle, mais également de soutenir la vitalité culturelle associative et les pratiques amateurs des associations, de l'école de musique et des établissements scolaires et d'enseignements spécialisés.

- ■ **CONSIDERANT** la nécessité de faire appel à des personnels qualifiés pour répondre à l'exigence technique du matériel et au cadre réglementaire de la salle de spectacle le Déclic.

- ■ **CONSIDERANT** que la salle de spectacle le Déclic est de plus en plus sollicitée et que son coût de fonctionnement est impacté à la hausse en raison principalement de l'augmentation des prix à la consommation et de l'augmentation du coût des fluides.

- ■ **INDIQUE** la nécessité de réguler l'utilisation de la salle de spectacle le Déclic et d'ajuster les modalités de location de cet équipement en intégrant les spécificités liées à l'organisation d'un spectacle, notamment pour la protection des participants et spectateurs, pour le respect des droits des artistes et créateurs, et pour garantir la bonne utilisation des équipements et matériels professionnels (son, lumière, vidéo-projection).

- ■ **INDIQUE** l'intérêt pour la Ville d'actualiser les tarifs de location et les conditions de mise à disposition de la salle de spectacle le Déclic pour accroître ses recettes.

- ■ **PRECISE** que l'ensemble des conditions de location de la salle de spectacle le Déclic sont détaillées dans le contrat de location annexé à la présente délibération

- ■ **PROPOSE** à compter du 1 janvier 2024, d'abroger la délibération DEL 57/2016 établissant les conditions de location de la salle de spectacle le Déclic.

- ■ **PROPOSE** d'approuver l'ensemble des conditions de location de la salle de spectacle le Déclic détaillées dans le contrat de location annexé à la présente délibération.

- ■ **PROPOSE** à compter du 1 janvier 2024, la mise en place du contrat de location de la salle de spectacle le Déclic annexé à la présente délibération.

- ■ **Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)**

23/ Révision des conditions de location de la salle des fêtes de Pont Rouge

Le Rapporteur EXPOSE (dans l'ordre ci-dessous),

VU l'article L.2144-3 alinéa 3 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié par LOI n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 27 (V) en vigueur depuis le 10 août 2016 précisant que :

Les locaux communaux peuvent être utilisés par les associations ou partis politiques qui en font la demande ;

Le maire détermine les conditions dans lesquelles ces locaux peuvent être utilisés, compte tenu des nécessités de l'administration des propriétés communales, du fonctionnement des services et du maintien de l'ordre public ;

Le conseil municipal fixe, en tant que de besoin, la contribution due à raison de cette utilisation.

VU l'arrêté n°3734 en date du 1^{er} décembre 1999, enregistré à la perception de Vif le 6 décembre 1999 et certifié exécutoire le 29 décembre 1999, constituant une régie de recettes pour les produits de la location de la salle des fêtes de Pont Rouge.

VU l'arrêté n°129DGS2021 portant nomination d'un régisseur de recettes chargé des produits de location de la salle des fêtes de Pont Rouge

VU la délibération DEL 63/2021 portant sur les conditions de location de la salle des fêtes de Pont Rouge aux particuliers.

CONSIDERANT que la salle des fêtes de Pont Rouge est un équipement très sollicité car il est l'un des outils au service de la politique associative qui permet l'animation de la vie locale,

CONSIDERANT que la ville de Claix propose à ses habitants de bénéficier, sous conditions exposées dans les contrats de location adoptés dans la délibération 63/2021, d'une location de la salle des fêtes de Pont Rouge pour organiser leurs événements familiaux,

INDIQUE la nécessité pour la ville de réduire la charge administrative inhérente au suivi de la régie de recettes pour rendre plus efficient le service gestionnaire des locations de salles et simplifier les démarches de paiement pour les usagers.

PRECISE que l'ensemble des conditions de location de la salle des fêtes de Pont Rouge sont détaillées dans le contrat de location et le règlement de location annexés à la présente délibération.

PROPOSE à compter du 1 janvier 2024, d'abroger l'arrêté n°3734 en date du 1^{er} décembre 1999 constituant une régie de recettes pour les produits de la location de la salle des fêtes de Pont Rouge.

PROPOSE à compter du 1^{er} janvier 2024, d'abroger l'arrêté n°129DGS2021 portant nomination d'un régisseur de recettes chargé des produits de location de la salle des fêtes de Pont Rouge.

PROPOSE à compter du 1^{er} janvier 2024, d'abroger la délibération DEL63/2021 portant sur les conditions de location de la salle des fêtes de Pont Rouge aux particuliers.

PROPOSE d'approuver l'ensemble des conditions de location de la salle des fêtes de Pont Rouge détaillées dans le contrat de location et le règlement de location annexés à la présente délibération.

PROPOSE à compter du 1 janvier 2024, la mise en place du contrat de location et du règlement intérieur de la salle des fêtes de Pont Rouge annexés à la présente délibération.

PROPOSE qu'à compter du 1^{er} janvier 2024, les factures de la location de la salle des fêtes de Pont Rouge soient adressées aux utilisateurs par le comptable public.

Modalités de vote : à la majorité (29 votants)

25 voix pour l'approbation de la présente délibération

04 abstentions du « Claix avec vous »

Isabelle COMTE DELPLACE : Cette mesure s'applique aux associations ou à des habitants ?

Martine BRUN : Il est question de la location de la salle des fêtes pour des particuliers

Isabelle COMTE DELPLACE : Nous pensons qu'une caution est une sécurité. Cela concerne combien de loueurs par an ?

Martine BRUN : 18 familles

Vœu de solidarité à Coline FAY

Le Rapporteur EXPOSE

Coline FAY, 26 ans, originaire de Claix, réside depuis un an à Dakar, où elle exerce la profession de kinésithérapeute dans un centre de soins. Militante pro démocratie, écologiste et universaliste, elle a été arrêtée au Sénégal le 17 novembre 2023, suite à une participation à une manifestation de soutien au principal opposant au gouvernement sénégalais en place.

Coline FAY a été interpellée à l'issue de cette manifestation et placée en garde à vue pendant six jours. Puis les autorités ont décidé de sa détention provisoire avec les chefs d'accusations suivants : "Association de malfaiteurs en lien avec une entreprise terroriste, complot contre l'autorité de l'État, actes ou manœuvres de nature à compromettre la sécurité publique", auxquels s'ajoute celui de séjour irrégulier puisque sa situation administrative était en cours de régularisation.

Coline FAY a été scolarisée à l'école élémentaire de Claix Centre puis au collège Georges Pompidou. Elle a porté les couleurs de l'équipe clairoise de l'UNSS de Volley-Ball. Remarquable trompettiste, membre de l'orchestre junior puis de l'Harmonie de Claix, elle a participé aux nombreux concerts locaux comme les aubades aux Claixois et les fêtes du 14 juillet.

Dynamique, généreuse, enjouée, ouverte aux autres, elle est aimée et appréciée. Son incarcération au Sénégal a suscité beaucoup d'émotions auprès de tous ceux qui l'ont côtoyée durant ses années clairoises.

Ce jour, par ce vœu, le Conseil Municipal de Claix affirme son soutien à Coline FAY, à sa famille et à ses proches et demande aux autorités ministérielles compétentes que tout soit mis en œuvre afin d'obtenir sa libération et son retour en France dans les meilleurs délais.

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

A l'issue de l'ordre du jour, le Maire introduit le vœu issu de la concertation avec le groupe d'opposition et concernant la situation de la Claixoise Coline Fay, en détention au Sénégal. Il précise que dans le texte soumis le terme « incarcération » sera remplacé par « placée en détention provisoire ».

Isabelle MOFFELEIN souhaite amender le texte pour préciser le contexte de l'interpellation de Coline et demande que soit inscrit : « suite à une participation à une manifestation pacifique de soutien au principal opposant au gouvernement sénégalais en place. Les manifestants réclamaient que les élections présidentielles prévues le 24 février prochain soient libres et démocratiques ».

Le Maire appelle à en rester à la version initiale, factuelle et neutre quant à la situation politique du Sénégal, indiquant que les contacts diplomatiques de la France seront ainsi d'autant plus efficaces.

Isabelle MOFFELEIN en convient et renonce à sa demande d'amendement.

Le vœu est adopté à l'unanimité.

Point de situation concernant la SPL Vercors Restauration par Sylvie ALPHONSE : Suite au dernier Conseil d'Administration et la réunion avec les salariés de la SPL, il a été acté que l'activité se poursuivra jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours (juillet 2024).

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

Date du prochain Conseil Municipal le 1^{er} février 2024

Le secrétaire de séance

Martine BRUN

Le Maire

Christophe REVIL

